



Rejoins notre équipe!

LE CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT DES COMMUNES ET DES PROVINCES
(WWW.CECP.BE) RECRUTE POUR LE POSTE DE :

Juriste Enseignement (H/F/X)

Réf. 20221024

Contexte

En tant que Fédération représentative, le CECP soutient quotidiennement les communes, les provinces ainsi que la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, dans l'organisation des écoles du réseau officiel subventionné, pour les niveaux de l'enseignement fondamental ordinaire, fondamental et secondaire spécialisé et secondaire artistique à horaire réduit (ESAHR).

Vous recherchez un nouveau défi dans votre carrière ? Le CECP souhaite renforcer sa cellule juridique qui soutient quotidiennement les Pouvoirs Organisateurs.

Missions

- Information, conseil, aide et soutien aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné :
- Mission quotidienne de première ligne pour répondre au plus vite aux sollicitations des représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné et des directions d'école (téléphone, courriel, courrier).
- Représentation du CECP au sein de diverses instances
 - Participation aux Comités de négociation institués dans le cadre du décret du 20 juillet 2006, aux négociations sectorielles prévues dans le cadre du décret du 19 mai 2004 en vue d'aboutir à la conclusion d'un protocole d'accord sectoriel, Chambres de recours, commissions et réunions diverses au sein desquelles le CECP est amené à participer
 - Préparation de ces réunions avec proposition de positionnement de l'institution
- Production d'écrits juridiques et institutionnels
 - Rédaction de notes juridiques diverses à la demande du Secrétariat général
 - Rédaction d'articles pour diffusion vers les pouvoirs organisateurs et les directions d'école
 - Participation à la rédaction d'ouvrages et documents divers tels que le rapport à l'Assemblée générale, Focus sur la commune (UVCW), ...
 - Recensement des difficultés organisationnelles rencontrées par les pouvoirs organisateurs et les directions d'école dans l'application des textes réglementaires en vue de proposer les modifications qui s'imposent, dans le respect de l'autonomie communale et provinciale
- Veille juridique
 - Analyse de la réglementation (en ce compris les travaux parlementaires), de la doctrine et de la jurisprudence relatives à la matière de l'enseignement.
 - Gestion et alimentation d'une plateforme de ressources juridiques
 - Plateforme de ressources juridiques dédiée aux pouvoirs organisateurs et aux directions d'école du réseau officiel subventionné

Cette liste de missions n'est pas exhaustive.

Compétences professionnelles & personnelles attendues

- Excellentes capacités rédactionnelles
- Forte capacité d'analyse critique
- Esprit de synthèse
- Rapidité d'exécution
- Aptitude à conseiller rapidement sur base de la réglementation, de la doctrine et de la jurisprudence
- Sens des responsabilités
- Résistance au stress
- Concentration et rigueur
- Bonne connaissance du fonctionnement et de la structure de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles : rôle de la FWB, des fédérations de pouvoirs organisateurs et des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné

Conditions requises

- Disposer d'un Master en droit
- Être en possession du permis B
- Se prévaloir d'un parcours professionnel dans le secteur public ou parastatal est un atout

Nous offrons

- Un CDI au sein d'une institution reconnue comme acteur prépondérant dans le secteur de l'enseignement
- Un salaire en corrélation avec votre expérience et vos capacités, complété par des avantages extra-légaux
- Un horaire flexible et possibilité de télétravail partiel
- Lieu d'affectation : siège d'exploitation de Wallonie du CECP situé à 5081 Meux (La Bruyère).

Les candidatures sont à adresser au Secrétariat général du CECP, sur le mail secretariat@cecp.be et contiendront une lettre de motivation, un CV et une copie de votre/vos diplômes.